



Mémoire du Projet TRIP

Dans le cadre de la consultation sur la Politique québécoise de la jeunesse

Écrit en collaboration avec le ROCAJQ

Août 2015

Crédits :

Rédaction : Équipe de Projet TRIP, Myriam Tardif, Denitsa Hristova, Sylvie Norris

Contenu : Équipe de Projet TRIP

Revision et mise en page: Denitsa Hristova

Correction: Isabelle Nolin

Présentation de l'organisme

Projet TRIP est né en 1987 comme un projet pilote initié par un comité formé de parents de l'école secondaire Pierre-Dupuy, d'intervenants du CLSC Jeanne-Mance et de représentants d'organismes du quartier Centre-Sud. Son objectif premier était de minimiser les impacts négatifs de la consommation et du trafic de drogues chez les jeunes de 12 à 20 ans, par une approche préventive basée sur la réduction des méfaits.

En raison de la demande croissante pour ses services et de leurs retombées notables chez les jeunes, le projet est devenu un organisme sans but lucratif incorporé à l'école secondaire Pierre-Dupuy en 1990.

Préconisant désormais une approche globale communautaire, toutes nos actions s'inscrivent à l'intérieur d'un cadre de référence constitué de quatre volets d'intervention :

- ▶ La prévention de la toxicomanie
- ▶ La prévention de la violence
- ▶ L'éducation à la sexualité
- ▶ La promotion de la citoyenneté

Mission

Projet TRIP est un organisme communautaire autonome de prévention de la toxicomanie et de promotion de la qualité de vie auprès des jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud de Montréal. Son intervention vise le développement de la prise en charge individuelle et collective, en misant sur le potentiel des jeunes et sur celui du milieu.

Vision

Être un important agent de changement afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier Centre-Sud de façon durable par sa contribution à l'épanouissement des jeunes.

Philosophie d'intervention

Nous nous efforçons de rencontrer les jeunes dans leurs différents milieux de vie afin de multiplier les chances qu'ils établissent des liens significatifs avec des intervenants qualifiés pouvant les guider dans leurs prises de décisions.

Notre intervention est basée sur l'approche globale communautaire et met l'accent sur le développement du pouvoir d'agir (*empowerment*) des jeunes. Cela se traduit par un accompagnement visant à leur faire prendre conscience de leur autonomie, de leur identité, de leur capacité à influencer leur environnement et du fait qu'ils peuvent prendre des



en collaboration avec



décisions éclairées en ce qui concerne leur santé et leur bien-être.

Nos objectifs

- ▶ Maintenir et développer des liens de confiance avec les jeunes du quartier;
- ▶ Permettre aux jeunes de développer leur autonomie et d'exercer leur pouvoir afin d'améliorer leur qualité de vie;
- ▶ Favoriser l'actualisation et le développement de leurs habiletés et de leurs compétences;
- ▶ Promouvoir les alternatives à la consommation chez les jeunes;
- ▶ Soutenir et encourager le développement de réseaux naturels d'entraide;
- ▶ Favoriser la concertation et la cohérence d'action entre les différents partenaires du milieu.

Valeurs

Ouverture, engagement, autonomie, solidarité, intégrité.



en collaboration avec



Mise en contexte

Datant de 2001, la politique jeunesse est rendue à son échéance et ne répond plus aux réalités d'aujourd'hui. Les deux derniers gouvernements ont pris l'engagement de la mettre à jour afin qu'elle réponde mieux aux défis et aux enjeux des quinze prochaines années. Désirant prendre part à la consultation, le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ) a offert un soutien à notre organisme dans la rédaction de ce mémoire.

Ayant le désir de refléter les besoins et la réalité des jeunes que nous accompagnons au quotidien et comme le commandent nos valeurs sociales et notre souci d'équité, nous nous devions d'explorer la situation au-delà des axes prédéterminés du gouvernement. Dans les pages qui suivent, vous pourrez prendre connaissance des principaux défis que doivent relever les jeunes qui fréquentent notre organisation pour passer de l'enfance à la vie adulte. La saveur locale est aussi présente, mais force est de constater que, dans l'ensemble, les besoins et les réalités des jeunes se rejoignent, et ce, à travers la province.

Les organismes communautaires autonomes jeunesse (OCAJ), dont nous faisons partie, forment un vaste réseau d'accompagnement et de soutien pour les jeunes de 0 à 35 ans. Créés à l'initiative des membres de la communauté, ils en reflètent la capacité de mobilisation du tissu social. Ils retrouvent leur légitimité première dans la société civile tout comme dans ses réseaux d'appartenance et de solidarité. En raison de leur identification à la communauté et de leur enracinement dans celle-ci, les OCAJ font preuve de polyvalence afin de s'adapter aux besoins des jeunes. Avec le temps, ils ont développé des modes d'intervention novateurs, sans préjugés et principalement ancrés dans le milieu de vie des jeunes. Cette approche permet de rejoindre les plus vulnérables et ceux qui ne font pas spontanément appel au réseau public. C'est pourquoi notre organisme a décidé de prendre part à la Consultation et de produire ce mémoire. Il expose des principes et des recommandations qui représentent les besoins et les réalités de cette jeunesse trop souvent oubliée. Le contenu se veut un incitatif au gouvernement à considérer les enjeux des jeunes aux parcours de vie atypiques, et ce, pour que chaque jeune québécois se sente interpellé et inclus dans notre société. Tout comme le ROCAJQ, dont nous sommes fièrement membres, nous sommes d'avis que les institutions publiques, gouvernementales, les organismes communautaires et la population devront collaborer afin d'assurer à la jeunesse un meilleur avenir et une participation citoyenne active.



en collaboration avec



Principes directeurs et recommandations

Étant donné qu'au Projet TRIP nous intervenons en fonction de quatre axes principaux soit la prévention de la toxicomanie, la prévention de la violence, l'éducation sexuelle et la promotion de la citoyenneté, nous avons décidé d'orienter le développement du mémoire et de ses recommandations de la même manière. Nous commencerons par présenter les problématiques liées au quartier Centre-Sud (population principalement défavorisée, gentrification¹, manque d'accès aux services) puisque celles-ci sont présentes de manière transversale dans les volets suivants : pauvreté, embourgeoisement et inégalités sociales.

Le Centre-Sud est un quartier populaire où les résidents sont majoritairement défavorisés et où on commence à constater des écarts de revenus de plus en plus grandissants. La pauvreté qui touche plusieurs foyers du Centre-Sud est un phénomène qui doit être compris dans une vision globale du système de la répartition des richesses. Ce faisant, les jeunes du quartier font face à des opportunités inégales par rapport à d'autres venant de familles et de milieux mieux nantis. Les parents de familles moins fortunées ont un degré d'engagement moindre, parce qu'ils doivent travailler de longues heures dans des emplois précaires au salaire minimum ou parce qu'ils doivent trouver d'autres manières pour subvenir à leurs besoins. Cela entraîne comme conséquence l'absence d'un environnement valorisant ou stimulant pour les jeunes vivant dans ces foyers. Une solution qui pourrait atténuer le problème serait d'augmenter l'accès aux services d'aide pour les adultes en milieu défavorisé afin d'améliorer la qualité de l'environnement des jeunes. Malheureusement, c'est le contraire qui se produit, de plus en plus, l'institutionnel se dégage de responsabilités en coupant dans les programmes sociaux qui aidaient directement à soutenir les personnes défavorisées ainsi qu'en haussant les tarifs et les taxes liés aux services publics. De plus, on s'attend à ce que le communautaire puisse compenser pour ces coupures, sans lui en donner les moyens et en le soumettant à des financements précaires et sectorisés. Ces politiques nationales affectent les jeunes qui viennent des milieux défavorisés et les transforment en « victimes » qui doivent subir les conséquences des choix politiques du gouvernement. Ils sont conscients de leur classe sociale et restent persuadés qu'ils ne s'extirperont jamais de leur condition de pauvreté. Nous constatons un découragement global qui pousse les jeunes à penser qu'ils ont peu de possibilités d'avenir, ce qui nuit à leur motivation scolaire. Il n'est donc pas étonnant d'observer une importante baisse d'inscriptions à l'école secondaire Pierre-Dupuy, à tel point que la menace de fermeture de l'institution plane. Cependant, il s'agit de la seule école secondaire de l'arrondissement Ville-Marie. Sa fermeture serait donc très lourde de conséquences pour les jeunes du quartier qui seraient relocalisés très loin de chez eux.

¹ Nous pouvons expliquer le phénomène urbain de la gentrification comme une appropriation de l'espace public, originellement occupé par des familles ou des personnes défavorisées, par des arrivants plus aisés. Ce phénomène transforme la vision sociale et économique du quartier au profit exclusif des classes sociales plus favorisées.



Nous constatons également qu'il existe d'autres problèmes dans le quartier. Plusieurs jeunes qui fréquentent l'école Pierre-Dupuy s'alimentent mal, se suralimentent ou se nourrissent d'aliments pauvres en nutriments. D'autres encore n'ont pas suffisamment accès à de la nourriture ou ne mangent pas. Outre les troubles alimentaires présents chez les jeunes, nous remarquons la difficulté d'accès à une variété de produits frais et nourrissants dans le quartier Centre-Sud à un prix raisonnable. Les épiceries, en plus de ne pas être situées à proximité, offrent des produits trop coûteux, ce qui fait en sorte que, bien souvent, le ravitaillement s'effectue au dépanneur du coin. Très peu de jeunes amènent dans leurs lunchs des légumes ou des fruits; ils s'alimentent davantage de plats congelés ou de sandwichs faits uniquement de mayonnaise et de charcuterie. Bien qu'il y ait un programme de *Bonne Boîte Bonne Bouffe* (légumes locaux à prix modique) dans le quartier, rien ne peut nous démontrer si le programme correspond aux besoins des familles. Est-ce que le prix est réaliste? Est-ce que le point de livraison est accessible? Une banque alimentaire et un programme de nourriture subventionnée existent bel et bien au *Marché solidaire Frontenac*, mais, encore une fois, ces services sont méconnus et il peut être difficile pour des parents dont les horaires sont chargés de se déplacer s'ils ont plusieurs enfants à la maison. Pour toutes ces raisons, le quartier est parfois décrit comme un « désert alimentaire ». Une solution pour pallier le problème serait l'insertion d'ateliers à même les écoles secondaires pour apprendre à cuisiner à petit prix afin que les jeunes connaissent rapidement les bonnes habitudes alimentaires à adopter et qu'ils puissent aider leurs parents à faire des choix santé et équilibrés pour la famille.

Malgré tout, les organismes jeunesse foisonnent dans le Centre-Sud, ce qui fait en sorte qu'un jeune a la possibilité de fréquenter plusieurs organismes à la fois. Cela lui permet d'avoir un moment de répit face à des contextes sociaux, économiques et familiaux parfois difficiles. Les jeunes résidents du quartier peuvent aussi vivre de petits succès qui leur permettent d'augmenter leur confiance et leur estime d'eux-mêmes, tout en les valorisant face à leurs proches. Les projets auxquels ils participent les aident souvent à apprendre à se connaître, à reconnaître leurs points forts, leurs qualités et leurs limites, et ce, en parallèle du système scolaire traditionnel, ce qui est bénéfique pour ceux qui s'y sentent moins à leur place.

En conséquence, le Projet TRIP adresse au gouvernement les recommandations suivantes :

- Réinvestir massivement dans les programmes sociaux ainsi que dans les organismes communautaires et établir des mesures visant une répartition plus équitable et progressiste de la richesse, telles que le rétablissement des paliers d'impôts, les baisses de tarification aux particuliers, le retour de la taxe sur le capital, la révision de l'impôt des entreprises, etc.;
- Assurer la rétention des familles dans le quartier en créant plus de logements sociaux et en augmentant l'offre de services accessibles et à moindres coûts dans le quartier



en collaboration avec



Centre-Sud;

- Créer ou maintenir des ateliers de cuisine populaire dans les écoles secondaires, ce qui préparerait les jeunes à la transition « postsecondaire », les valoriserait et les aiderait à faire les bons choix alimentaires;
- Mettre en place des projets favorisant l'agriculture urbaine auprès des familles, dans les écoles secondaires ou dans les quartiers.



en collaboration avec



Prévention de la violence

La violence a de multiples visages et ses répercussions peuvent se faire sentir sur tous les plans du développement humain. Les jeunes du quartier Centre-Sud ne se trouvent pas à l'abri de ses manifestations, qu'elles prennent la forme de rumeurs, de menaces, de rejet, de cyberintimidation, de bagarres, de taxage ou autres. Les conséquences peuvent être désastreuses et laisser de profondes blessures chez les victimes. Afin de contrer ce phénomène, nous avons développé des méthodes de prévention basées sur le renforcement de l'estime de soi, sur les communications interpersonnelles efficaces et sur la résolution pacifique des conflits. Néanmoins, beaucoup reste à faire en terme de prévention de la violence dans le quartier et ailleurs.

La violence, qu'elle sévisse au sein même de la famille, dans les familles d'accueil, dans les centres jeunesse ou qu'elle se manifeste en lien avec la direction de la protection de la jeunesse (DPG), influence beaucoup la motivation du jeune à l'école ou dans ses projets. Un tel contexte nuit également à son apprentissage en matière de gestion de ses émotions, car il en vient à contaminer l'ensemble de ses relations à l'école, au travail ou avec son entourage. De plus, dans l'apprentissage de la gestion des émotions ou des comportements violents, un volet intergénérationnel joue un rôle résolument significatif. Le manque de modèles adultes positifs de même que la présence de modèles violents peuvent rendre cet apprentissage beaucoup plus laborieux pour les jeunes exposés.

Les jeunes qui nous fréquentent et qui étudient à l'école Pierre-Dupuy, sont confrontés à maintes formes d'intimidation (agressions physiques ou verbales, harcèlement), mais la cyberintimidation demeure un problème de taille. Malheureusement, le retour en classe du lundi est souvent l'occasion pour notre organisme de ramasser les « pots cassés » de la fin de semaine. Bien que les écoles soient tenues par la stratégie de mobilisation pour combattre l'intimidation et la violence à l'école (projet de loi 56)² d'avoir un plan de lutte contre l'intimidation, la difficulté liée au contrôle de ce qui se passe sur Internet complique la situation. Par exemple, la diffusion de vidéos pour intimider un jeune est, bien entendu, très néfaste pour la victime qui verra possiblement sa réputation entachée ou qui subira du harcèlement par la suite. Or, le jeune responsable de la diffusion de cette vidéo n'est pas à l'abri de fâcheuses répercussions. En laissant des traces permanentes sur la toile, il s'expose en effet à des sanctions desquelles il n'est pas forcément conscient. Le manque de ce qu'on pourrait appeler une « cyber-éthique » rend la résolution de conflits publics et l'apprentissage du savoir-vivre affligeants.

² Assemblée nationale du Québec: *Travaux parlementaires: Projet de loi 56: Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école*, en ligne, <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-56-39-2.html>



en collaboration avec



En conséquence, le Projet TRIP adresse au gouvernement les recommandations suivantes :

- Prendre en considération les jeunes de toutes les classes sociales par une intervention recherche-action lors de l'établissement de programmes sociaux pour les jeunes ou de politiques jeunesse visant la prévention de la violence. Impliquer le parent dans l'élaboration et dans l'intervention reste également essentiel;
- Offrir un meilleur financement des programmes de prévention de la violence et de l'intimidation, considérant que chaque dollar investi en prévention entraîne des économies décuplées en intervention et en traitement.



en collaboration avec



Prévention de la toxicomanie

La prévention de la toxicomanie est à l'origine de la création de Projet TRIP, en 1987. Au fil des ans, nous en sommes venus à aborder la toxicomanie comme une des multiples problématiques liées à la réalité socio-économique du quartier et aux difficultés inhérentes du développement des jeunes à ce stade de leur croissance. C'est ce qui nous a menés à préconiser l'approche globale communautaire, avec une optique de réduction des méfaits.

Le portrait de la consommation de drogues dures et de drogues de synthèse par les jeunes qui fréquentent notre organisme correspond plus à des phases d'exploration normales. Par contre, leur surconsommation occasionnelle est plus récurrente, par exemple, un adolescent peut prendre mensuellement plusieurs drogues ou substances en même temps et en très grandes doses. Nos intervenants ont également observé chez les jeunes âgés de 12 à 18 ans une forte consommation, voire une surconsommation d'alcool, souvent très accessible à la maison. Plusieurs jeunes ont témoigné qu'à l'occasion de leur anniversaire, leurs parents les ont amenés dans un bar ou bien ils les ont laissés « fêter ça » chez eux avec des amis et avec une ou plusieurs « caisse/s de douze ». Ce cocktail d'alcool et de drogues devient de plus en plus fréquent chez les jeunes et il s'avère malheureusement très dangereux pour leur santé.

En conséquence, le Projet TRIP adresse au gouvernement les recommandations suivantes :

- Adapter les programmes de lutte contre la toxicomanie aux besoins des jeunes en difficulté;
- Harmoniser le financement des programmes de prévention de la toxicomanie aux réels besoins des organismes qui les fournissent, considérant que chaque dollar investi en prévention entraîne des économies décuplées en intervention et en traitement;
- Améliorer le partenariat entre le gouvernement et les organismes communautaires chargés de la lutte et la prévention de la toxicomanie.



en collaboration avec



Éducation à la sexualité

Les relations amoureuses et la découverte de la sexualité jouent un rôle prépondérant dans le développement socio-affectif des individus. Les jeunes sont évidemment soucieux des questions relatives à ces réalités qu'ils découvrent et explorent à mesure qu'ils vieillissent. Cependant, en raison des diverses problématiques que nous avons explorées plus haut, telles que la violence et la toxicomanie dans les familles ou les enjeux vécus par les familles de milieux défavorisés, il peut y avoir un désengagement, une absence des parents, ou tout simplement des relations conflictuelles entre ces derniers et leurs enfants. Ces situations difficiles peuvent avoir des impacts considérables sur la relation d'ouverture et de confiance nécessaire pour aborder les enjeux liés à la sexualité. Dans ce contexte, le désengagement de l'État qui a retiré les cours de formation professionnelle et sociale au secondaire fait en sorte qu'il n'y a plus d'éducation à la sexualité dans les écoles, ou plutôt que celle-ci est laissée au bon vouloir des professeurs. Pourtant, elle reste nécessaire. Surtout dans le contexte actuel de la normalisation des phénomènes d'hypersexualisation et de sexualité précoce. D'autres problématiques touchent aussi la sexualité des jeunes, par exemple l'accès difficile et le coût élevé des méthodes contraceptives et des condoms. Pour rejoindre le plus de jeunes possible, nous croyons qu'il serait important de ramener l'éducation à la sexualité dans le cadre des écoles secondaires.

En conséquence, le Projet TRIP adresse au gouvernement les recommandations suivantes :

- Mettre en place des programmes de sensibilisation sur les thèmes de la sexualité dans les écoles;
- Encourager les écoles à inclure dans leur plan de réussite, volet éducation, un plan pour l'éducation à la sexualité, que celle-ci soit réalisée par l'école ou en partenariat avec d'autres organismes.



en collaboration avec



Scolarité et accès à l'emploi et citoyenneté

Selon les préceptes de l'approche globale communautaire, nous ne pouvons pas faire abstraction de la société dans laquelle les jeunes vivent et vivront. Ceux-ci se construisent en fonction du regard des autres, que ce soit celui de leur famille, celui de leurs pairs ou celui de la société qui les entoure. C'est à partir de la perception qu'ils ont du rôle qu'ils peuvent jouer dans cette collectivité qu'ils se définissent en tant qu'êtres sociaux. Pour ce qui est des jeunes qui nous fréquentent, leur communauté immédiate est l'école secondaire Pierre-Dupuy. Nous avons décidé d'aborder le rapport à la citoyenneté et à la communauté par le lien que nous percevons entre les jeunes et leur école secondaire.

L'école secondaire Pierre-Dupuy est une toute petite école de 300 élèves située dans le quartier Centre-Sud et annexée à l'école des métiers des Faubourgs-de-Montréal, établissement d'enseignement de formation professionnelle fréquentée par environ 4000 inscrits. À Pierre-Dupuy, environ la moitié des élèves suivent un cheminement régulier ou un parcours incluant des concentrations sportives et artistiques, alors que les autres étudiants poursuivent un cheminement particulier ou une formation aux métiers semi-spécialisés (FMS). Les jeunes qui empruntent les cheminements particuliers le font pour plusieurs raisons, telles que de légers troubles de l'autisme, des troubles de comportements, un TDAH (trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité) ou bien parce qu'ils n'ont pas encore intégré les acquis du primaire ou du secondaire, voire par manque de motivation ou d'intérêt envers le système scolaire traditionnel, etc. Nous avons constaté qu'à Pierre-Dupuy, les programmes FMS sont perçus péjorativement. Les locaux où les cours se donnent se trouvent au sous-sol, endroit peu attrayant, et les jeunes qui les suivent sont vus d'un œil plutôt négatif. De plus, ces programmes ne sont ni très efficaces ni valorisants. Non seulement l'offre de stages est limitée, mais les jeunes continuent d'avoir des difficultés à se trouver un travail une fois leur formation terminée. Pour ceux qui parviennent au marché du travail, ils ne trouvent, bien souvent, que des emplois précaires comme commis dans une épicerie ou préposé à l'entretien, ce qui n'est pas très stimulant pour eux et qui nuit à la fois à leur motivation scolaire et à leur propension à croire en un avenir enrichissant.

Parfois, les conditions d'accès à des programmes motivants, comme les programmes de sports, ne sont pas toujours en convergence avec les réalités quotidiennes des jeunes. Par exemple, pour faire partie des programmes sport-études, ceux-ci doivent maintenir une certaine moyenne scolaire. Récemment, la moitié des élèves qui fréquentaient ces programmes n'obtenaient pas les résultats exigés, ce qui a entraîné leur exclusion et de ce fait la fermeture de plusieurs équipes sportives par manque de joueurs. Ainsi, tous les jeunes, même ceux qui ont fait preuve de persévérance et qui ont travaillé fort pour leur réussite scolaire, ont été pénalisés. Soulignons également que, même si les élèves qui avaient des difficultés n'obtenaient le rendement exigé, ces activités leur permettaient d'être motivés à rester à l'école ainsi que de dépenser leur énergie et leur agressivité dans le sport.



À Pierre-Dupuy, comme probablement dans plusieurs autres écoles secondaires, nous notons un manque d'espace pour les jeunes, que celui-ci soit physique ou symbolique, afin que ceux-ci se rassemblent, se détendent, étudient, etc. De plus, nous entendons fréquemment que les jeunes « s'ennuient » ou « n'ont rien à faire ». Loins de ne relever que du simple caprice, ces commentaires doivent être pris au sérieux. Bien souvent, leur désœuvrement est directement lié au manque d'activités offertes, à la fermeture de programmes ou au caractère inadéquat de certaines activités. Ainsi nous estimons impératif de trouver des moyens de stimuler les jeunes et de les intéresser à des projets appropriés à leurs goûts et à leurs compétences. On peut déplorer par exemple que la grande majorité des programmes et des activités sont conçus pour être réalisés en groupe, les jeunes plus solitaires sont par conséquent laissés pour compte. Aussi, à l'instar de plusieurs autres institutions scolaires, l'école Pierre-Dupuy a été touchée par les coupures budgétaires, ce qui a entraîné la fermeture de certaines activités parascolaires ou la suppression de postes, comme ceux des techniciennes en loisir. L'offre d'activités pour les jeunes a conséquemment été fortement altérée. On retrouvait, parmi ceux qui participaient à ces activités de manière très assidue, des individus étiquetés comme des personnes « agressives » ou « violentes », mais ils pouvaient passer leur débordement dans le sport. Sans ces programmes de loisir, où se tournera cette énergie négative? De plus, devenus inactifs, plusieurs des jeunes des anciennes équipes sportives ont été aperçus sur l'heure du midi dans le parc avec des individus plus vieux, probablement associés au trafic de drogue du quartier.

Le décrochage scolaire est aussi une problématique touchant de près les jeunes qui nous fréquentent. Dans le quartier, l'obtention d'un diplôme n'est pas nécessairement très importante ou très valorisée. Il faut comprendre ce phénomène d'un point de vue intergénérationnel. Les parents et la famille proche des jeunes, souvent issus d'une classe plus défavorisée, n'ont pas toujours terminé leur scolarité ou sont aux prises avec des problématiques sociales et économiques qui les empêchent de soutenir activement le parcours scolaire de leurs enfants. En conséquence, ces derniers ont souvent l'impression que leur réussite à l'école est compromise à la base, ce qui les mène à ne pas terminer leur propre scolarité.

Nous pouvons aussi témoigner d'un manque de préparation et d'accompagnement pour les jeunes qui ne poursuivent pas le parcours scolaire traditionnel. Rendus à 18 ans, ils sont obligés de quitter l'école secondaire et d'aller à l'éducation aux adultes. Or, ces jeunes ne sont pas nécessairement préparés à ce changement de milieu de vie ni aux réalités qui les attendent là-bas. Nous croyons que ceux-ci devraient davantage être épaulés lors de cette phase de transition « postsecondaire ».

En conséquence, le Projet TRIP adresse au gouvernement les recommandations suivantes :

- Valoriser le parcours du cheminement particulier, entre autres, en variant et en augmentant l'offre de choix des stages professionnels;



en collaboration avec



- Préparer et accompagner les jeunes qui ne continueront pas leur parcours scolaire à la période de transition « postsecondaire »;
- Maintenir les programmes et les activités qui fonctionnent sur le long terme, varier leur offre, agrandir leur accessibilité, notamment en assumant le transport et en diversifiant leurs plages-horaires (midis et soirs).



en collaboration avec



Conclusion

En terminant, nous voulons souligner la qualité des jeunes que nous fréquentons au quotidien. Ils sont remarquables à tous les niveaux et le Québec doit exploiter leur plein potentiel en les appréciant au-delà de leur rendement scolaire. Ainsi, nous avons décidé de rédiger ce mémoire dans l'espoir de pouvoir aider à créer une Politique québécoise de la jeunesse soucieuse de représenter les jeunes de tous les milieux. En ce qui nous concerne, soulignons d'abord que les adolescents qui fréquentent le Projet TRIP et de ce fait l'école secondaire Pierre-Dupuy, habitent pour la plupart le quartier Centre-Sud. Plusieurs études démontrent que les résidents de ce quartier font partie des tranches défavorisées de la population de Montréal, phénomène que notre approche globale admet comme le résultat d'une mauvaise répartition des richesses. Plusieurs incidences découlent de cette réalité. En premier lieu, les jeunes du quartier, face à d'autres issus de milieux plus aisés, n'ont pas les mêmes chances de terminer leur parcours scolaire ni de bien réussir leur intégration au marché de l'emploi. À cela s'ajoute le phénomène de gentrification qui touche le quartier et qui, combiné à la baisse démographique, menace de faire fermer la seule école secondaire du quartier; Pierre-Dupuy. Nous remarquons de surcroît des problèmes liés à de mauvaises habitudes de vie et à l'alimentation, causés par des revenus insuffisants et par le manque d'accès aux services.

De plus, les jeunes du quartier sont particulièrement touchés par une variété de manifestations de violence, que celles-ci se retrouvent dans leur milieu familial ou à l'école, sous la forme d'intimidation ou de cyberintimidation. Ainsi, il demeure primordial d'effectuer de la prévention en matière de violence en travaillant sur l'estime de soi, la communication et la résolution pacifique des conflits. Ensuite, nous pensons que les problèmes de toxicomanie sont un des nombreux symptômes de la réalité socio-économique du quartier et des difficultés inhérentes au développement des jeunes. Bien qu'en général le portrait de leur consommation soit en concordance avec des phases d'exploration normales pour leur âge, nous pouvons entrevoir des dangers quant à la surconsommation ponctuelle de substances illicites et au mélange de celles-ci.

En outre, il ne faudrait pas oublier qu'en raison du retrait des cours d'éducation sexuelle des écoles secondaires et du fait que celle-ci reste peu souvent prise en charge dans le milieu familial, plusieurs adolescents se retrouvent sans ressources face à leurs questionnements à ce sujet. Une éducation à la sexualité chez les jeunes est d'autant plus nécessaire face aux problèmes actuels de l'hypersexualisation et de la sexualité précoce.

Enfin, la moitié des élèves de l'école secondaire Pierre-Dupuy poursuivent un cheminement particulier ou font partie des programmes de formation aux métiers semi-spécialisés (FMS). Par contre, un regard très péjoratif face à ces parcours persiste. Nous regrettons que l'offre de stages soit si limitée qu'elle devienne susceptible de nuire à la motivation ou à l'avenir des jeunes, puisqu'elle ne débouche que sur des emplois précaires et non valorisants. La motivation scolaire est aussi atteinte par la rigidité des critères donnant accès aux activités parascolaires et par le retranchement de certaines de ces activités en raison du manque de



en collaboration avec



financement. Par ailleurs, un élément important à prendre en compte quant au problème de décrochage scolaire est le volet intergénérationnel. Il faut appuyer les jeunes ayant des parents qui n'ont pas nécessairement terminé leur scolarité ou qui ne valorisent pas les études, en leur offrant accompagnement et ressources. Plus d'accompagnement et de suivis sont aussi nécessaires pour les décrocheurs devenus majeurs ou manquant de motivation et qui entrent dans la phase de transition postsecondaire.

Dans le souci d'orienter la politique jeunesse selon les besoins et les nécessités rencontrés sur le terrain, nous avons proposé au gouvernement, tout au long de ce mémoire, diverses recommandations.

Voici un rappel de **nos recommandations** :

- Réinvestir massivement dans les programmes sociaux ainsi que dans les organismes communautaires et établir des mesures visant une répartition plus équitable et progressiste de la richesse, telles que le rétablissement des paliers d'impôts, les baisses de tarification aux particuliers, le retour de la taxe sur le capital, la révision de l'impôt des entreprises, etc.;
- Assurer la rétention des familles dans le quartier en créant plus de logements sociaux et en augmentant l'offre de services accessibles et à moindres coûts dans le quartier Centre-Sud;
- Créer ou maintenir des ateliers de cuisine populaire dans les écoles secondaires, ce qui préparerait les jeunes à la transition « postsecondaire », les valoriserait et les aiderait à faire les bons choix alimentaires;
- Mettre en place des projets favorisant l'agriculture urbaine auprès des familles, dans les écoles secondaires ou dans les quartiers;
- Prendre en considération les jeunes de toutes les classes sociales par une intervention recherche-action lors de l'établissement de programmes sociaux pour les jeunes ou de politiques jeunesse visant la prévention de la violence. Impliquer le parent dans l'élaboration et dans l'intervention reste également essentiel;
- Offrir un meilleur financement des programmes de prévention de la violence et de l'intimidation, considérant que chaque dollar investi en prévention entraîne des économies décuplées en intervention et en traitement;
- Adapter les programmes de lutte contre la toxicomanie aux besoins des jeunes en difficulté;



en collaboration avec



- Harmoniser le financement des programmes de prévention de la toxicomanie aux réels besoins des organismes qui les fournissent, considérant que chaque dollar investi en prévention entraîne des économies décuplées en intervention et en traitement;
- Améliorer le partenariat entre le gouvernement et les organismes communautaires chargés de la lutte et de la prévention de la toxicomanie;
- Mettre en place des programmes de sensibilisation sur les thèmes de la sexualité dans les écoles;
- Encourager les écoles à inclure dans leur plan de réussite, volet éducation, un plan pour l'éducation à la sexualité, que celle-ci soit réalisée par l'école ou en partenariat avec d'autres organismes;
- Valoriser le parcours du cheminement particulier, entre autres, en variant et en augmentant l'offre de choix des stages professionnels;
- Préparer et accompagner les jeunes qui ne continueront pas leur parcours scolaire à la période de transition « postsecondaire »;
- Maintenir les programmes et les activités qui fonctionnent sur le long terme, varier leur offre, agrandir leur accessibilité, notamment en assumant le transport et en diversifiant leurs plages-horaires (midis et soirs).



en collaboration avec

